

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Ils lancent un réseau pour résoudre la galère des stages

Étudiants en sciences politiques, Elliot Renault et Ambre Rostagnat montent une association pour aider les étudiants à trouver les stages nécessaires à la validation des cursus où à l'entrée dans les grandes écoles.

Des centaines d'articles, de témoignages, d'enquêtes, sont là pour raconter la galère des étudiants quand il s'agit de décrocher un stage. Parce que lui aussi a été confronté à cette situation, que personne dans son parcours universitaire l'a préparé à cette galère, Elliot Renault a décidé de passer à l'action. Pour lui et pour les autres, il va lancer le réseau Ricochet. Avec à ses côtés Ambre Rostagnat, inscrite en 2^e année de licence en Sciences Politiques et Relations Internationales à Université Paris VIII, il souhaite jeter les bases d'un « réseau solide et sérieux », destiné à ouvrir les portes du monde professionnel aux universitaires.

En 3^e année de licence en sciences politique à Paris VII, Elliot a raté son entrée à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) au motif qu'il n'avait pas assez d'expériences professionnelles. « Au premier semestre de l'année dernière, Je suis parti 5 mois au Liban dans le cadre d'un

échange universitaire. Je devais y retourner pour faire un stage, la convention a été refusée » regrette l'étudiant qui, cette année, s'est accordé une année de césure pour décrocher des stages sans être contraint de passer par l'habituel piston, et lancer son association.

En recherche de partenaires

À la différence des grandes écoles privées où les étudiants achètent leur réseau en même temps qu'ils payent leurs frais d'inscription, où la présence d'intervenants réguliers permet de tisser des liens, l'université laisse ses étudiants sans ressource. « La plupart du temps on a la tête dans nos partiels. Si on m'avait parlé du problème des stages en L1, je me serais alarmé ou j'aurais mieux considéré la question » juge Elliot qui a décidé de se rapprocher de son ancien lycée pour commencer à bâtir le réseau Ricochet. Une première rencontre avec le proviseur de

Senghor et des représentants de l'association via de classes de l'établissement a eu lieu le 18 octobre. Bien accueillie, l'initiative des deux étudiants sera présentée à Paris VIII en janvier, puis à Rouen où ils espèrent ouvrir des antennes du réseau Ricochet.

Suivront la création d'une application destinée à faire vivre le réseau de façon « plus fluide », l'organisation de plusieurs réunions thématiques par mois pour faciliter la mise en relations des étudiants avec le monde professionnel. Pour assurer le sérieux et garantir la solidité de ce cercle, le réseau se réserve un « droit de regard » sur ses adhérents. « Il y aura un semblant d'entretien, il faut que la démarche des étudiants soit sérieuse et rigoureuse ». La crédibilité du réseau Ricochet en dépend. Son avenir aussi.

Ch.G.
La Dépêche d'Évreux

■ Contact : renault.elliott@outlook.fr



Elliot Renault et Ambre Rostagnat ont monté une association pour aider les étudiants à trouver les stages nécessaires à la validation des cursus. ©La Dépêche d'Évreux

TRISTAN MITÂTRE, ÉTUDIANT. « Précarité financière et sociale »

En s'immolant par le feu, Anas K. a braqué les projecteurs sur les conditions de vie précaires des étudiants.

Inscrit en Sciences Politiques à Nanterre, l'Ébroïcien Tristan Mitâtre témoigne de son expérience...

En préambule, pouvez-vous retracer votre cursus universitaire.

J'ai passé et obtenu mon bac S, à Évreux, puis ma licence Humanités, à Rouen. Et depuis cette année, j'étudie à Nanterre, en Sciences Po.

Partagez-vous le cri de colère des étudiants, après le geste d'Anas K. ?

À titre personnel, je me considère plutôt dans la catégorie des privilégiés. Chaque mois, je bénéficie d'une aide de 206 €, via une bourse échelon 0 bis, et la mobilité master perçue quand un étudiant change d'académie après l'obtention de sa licence. Mais pour compter plusieurs amis en fac et à l'université, je sais que nombre d'entre eux galèrent sérieusement.

Quels chemins emprunte la précarité ?

Déjà, il faut savoir que les APL ont baissé de 5 € et que le prix des tickets restaurant est passé

de 3,25 € à 3,30 €. Avec des loyers qui croissent, en moyenne de 3,4 %, on estime à 1,96 % la hausse du coût de la dernière rentrée universitaire. Relation de cause à effet ? Près de 46 % des étudiants seraient obligés de travailler pendant leur année scolaire. Et dans 19 % des cas, l'activité rémunérée est considérée comme concurrente, voire très concurrente des études du fait de son amplitude horaire. Si les parents ne suivent pas, il apparaît compliqué de mener, de pair, études et travail.

« Le régime jambon-pâtes »

Vous évoquiez un quotidien difficile !

À Rouen, par exemple, nombre de mes copains étaient obligés de se ravitailler auprès de l'épicerie solidaire (*) qui propose des produits de première nécessité à prix coûtant. Sinon, c'est le régime jambon-pâtes ! En matière de logement et de boulot, ce n'est pas, non plus, l'idéal. Ainsi, l'un de mes amis vivait dans 10 mètres carrés, les autres travaillaient chez Deliveroo ou Mc Do, ou devaient sacrifier à la garde d'enfants. Certes, à la fac, ils disposaient d'emplois du temps aménagés. Mais sur la durée, ce n'est pas tenable, a fortiori à Évreux où les jobs étu-



« À Évreux, pourquoi ne pas envisager un service municipal dédié à la vie estudiantine ? » suggère Tristan Mitâtre.

dants ne sont pas légion.

Cette précarité financière peut se doubler d'une précarité « sociale ».

Si l'on garde en tête l'exemple d'Évreux, ville que je connais bien, force est d'admettre que les motifs de sorties (concerts, soirées) se comptent sur les doigts d'une main. On n'attend pas d'un étudiant

qu'il reste, toute la journée, derrière un livre. Pour notre santé mentale et faire vivre les villes (commerces, boîtes, librairies), les outils et les moyens de socialisation sont indispensables.

À Nanterre, vous vivez la même situation ?

Le lien social est beaucoup plus affirmé, se déplacer ne pose guère de problèmes. Par contre,

sur le plan administratif, subsistent toujours des obstacles. Ainsi, je trouve que le site du Crous n'est pas très didactique, ce qui peut s'avérer pénalisant quand il s'agit de remplir un dossier. Mais il est évident que la situation varie d'une ville à l'autre. Dans certaines communes, il existe des consultations médicales gratuites pour les étudiants, d'autres s'engagent à verser une bourse « remboursable » contre divers travaux d'intérêt collectif !

« Centraliser les jobs étudiants »

À Évreux, toujours, vous avez accompagné Timour Veryri - candidat déclaré à la mairie - pour aller à la rencontre des étudiants. Quel est leur ressenti ?

Entre l'IUT, la Fac, l'IFI et les lycées, la ville recense près de 3 000 étudiants. Alors, forcément, les points de vue diffèrent d'une personne à l'autre. Parmi les problématiques soulevées, on peut noter des horaires de transports en commun pas nécessairement adaptés. Je pense, notamment, à la ligne qui dessert la résidence Crous de l'Iton, à Navarre. D'autres étudiants regrettent que l'assistante sociale doive se

partager entre les communes du Madrillet et d'Évreux.

Avec le recul et votre expérience, quelles mesures préconisez-vous ?

Je pense qu'il faudrait un service spécial, à la mairie, dédié à toutes les procédures estudiantines. Il engloberait l'APL, l'assistante sociale, Transurbain et pourrait centraliser tous les jobs étudiants.

Pensez-vous que l'émotion née du geste d'Anas K. puisse infléchir la politique du gouvernement ?

Pas franchement. Certes, le fait qu'il s'immole par le feu a attiré le regard de l'opinion publique. Mais dans le fond, la situation perdure depuis des années, avec des jeunes contraints de travailler pour payer leurs études, voire réduits à une extrême précarité. Selon l'Observatoire National des Suicides, 6 % des étudiants déclarent avoir tenté de mettre fin à leurs jours à cause, notamment, de leur isolement en cité universitaire...

Propos recueillis par A.Guillard
La Dépêche d'Évreux

(*) Gérée par La Ferrur, filiale de l'Unef, elle regroupe environ 400 adhérents.